



Non à la loi Darmanin ! Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélératresse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélératresse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et **manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.**

Éditorial du NPA du 11 décembre 2023



Prendre congé... de la direction ?

Dans les ateliers, la direction commence à nous dire que les congés d'été devront être posés avant fin février, à M2E ce serait même pour janvier. Habituellement c'est deux mois avant, ce qui est souvent, déjà trop tôt. Il faudrait donc qu'on organise nos congés en fonction de ses désirs, le tout en prouvant notre situation familiale ! On n'est pas obligé de se presser à poser !

Le blabla patronal, on n'en veut pas !

La direction commence à annoncer les primes pour la période des JO, les montants varient selon qu'on soit à bus ou aux ateliers et dans les ateliers ça dépend encore des secteurs... Une manière supplémentaire de vouloir nous diviser. Ces primes ne compensent pas les désorganisations dans nos vies, elles sont conditionnées à notre présence et donc un moyen de lutter contre nos potentielles grèves. La direction doit augmenter tous nos salaires et embaucher !

Médaille de dés-OR-ganisation

L'offre de transport n'est toujours pas revenue à son niveau avant Covid, en particulier pour les métros. La direction cherche tous les moyens pour assurer l'augmentation du nombre de passagers, mais surtout la fermeture de stations et l'augmentation indécente du prix des tickets ! C'est une catastrophe annoncée, et Jean Castex cherche déjà à nous en faire porter la responsabilité : « Ce qui va compter, c'est la mobilisation des équipes ». Prenons-le au mot, mobilisons-nous pour faire valoir nos revendications !

Conditions de travail à revoir !

Dans nos bus parfois il n'y a pas de chauffage, parfois on respire le gaz du pot d'échappement. Dans nos terminus, les toilettes sont parfois trop éloignées pour avoir le temps d'y aller. Dans nos services, l'absence de pause repas, de cantine et les deux fois se multiplient. Sur nos fiches de paie, c'est toujours insatisfaisant et pire encore pour les nouveaux et nouvelles embauchés, qui ont des salaires inférieurs pour le même travail ! On mérite bien mieux, il faudra l'imposer !

Contre leur "marche ou crève", convergence des grèves !

Montesson, Rambouillet, Villepinte, Coubron, Chelles... En quelques semaines, les conducteurs de bus d'Ile de France ont multiplié les grèves. De Keolis à Transdev, en passant par la RATP et sa filiale CAP IDF, le patronat du transport intensifie ses attaques contre nos conditions de travail et nos rémunérations en s'appuyant sur la mise en concurrence. En face, les travailleurs ripostent, pour le moment de manière séparée, dépôt par dépôt et les patrons font peu de concessions. Mais par la lutte, les travailleurs relèvent la tête. Ils donnent quelques sueurs froides aux patrons à



l'idée que les colères puissent converger et que la grève puisse s'étendre de dépôts en dépôts, ce qui pourrait vraiment les faire plier.

Grève aux urgences de la Pitié-Salpêtrière : ça paie !

Mardi dernier, l'équipe de jour des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, a fait grève pour plus d'effectifs et de moyens. La direction de l'hôpital, qui a commis l'erreur de sous-estimer la colère des employés, n'avait même pas préparé le service minimum ni assigné les agents ! Ceux-ci ont marqué le coup et ils ont eu raison. Après un jour de grève, ils ont obtenu « l'affectation » de plus de personnel aide-soignant et infirmier dans le service, et quelques rustines côté matériel : audits sur le matériel et les besoins, « prêt » de brancards en attendant d'en avoir des neufs, renouvellement d'une imprimante... Bref, un début, et tous restent mobilisés pour contraindre la direction à tenir ses engagements, et remettre le couvert si nécessaire ! Étant donné le ras-le-bol dans tous les services, et d'autres grèves dans des services hospitaliers, comme en réa à l'hôpital Tenon à Paris, ou encore aux cuisines de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif, la colère aurait intérêt à se transformer en un mouvement d'ensemble !

Macron promet un nouveau bla-bla « historique » pour janvier

Selon le journal *Le Monde*, Emmanuel Macron prépare un « rendez-vous avec la nation » au début de l'année prochaine, sans doute dès le mois de janvier. Cela devrait faire suite à l'« initiative politique d'ampleur » qu'il avait promise en juillet dont personne n'a vu la couleur. Mais là c'est du sérieux. C'est lui qui l'affirme. Il s'agira cette fois de renouer avec « la nation » afin de « redonner une espérance, un goût de l'avenir ». Si Emmanuel Macron n'a rien dit des contours de cette nouvelle initiative, *Le Monde* estime qu'elle pourrait répondre à la nécessité, édictée en ces mots par le président de la République : « rappeler la France à elle-même » et « à ce qu'elle est », « ce qui nous constitue ». Bref quelques phrases pompeuses avec probablement pas grand-chose derrière. La méthode Macron dans toute sa splendeur.

Merci aux donateurs de Révolutionnaires !

Vous avez été nombreux, plus d'une centaine à participer à la collecte que nous avons organisé la semaine dernière dans 8 dépôts et 3 ateliers ! C'est plus de 260 euros que nous avons récolté. C'est grâce à ces gestes de soutien qu'on peut continuer à éditer ce bulletin et à faire entendre une voix des travailleurs et des travailleuses qui se battent contre l'exploitation. Ce bulletin c'est le tien, si tu veux y participer prend en contact avec nos diffuseurs.

Retrouve le numéro 8 de Révolutionnaires auprès de tous nos militants ! Un dossier sur la montée de l'extrême droite qui divise notre classe. Face à ce poison, faisons valoir notre internationalisme de classe.

